

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 25 avril 2012
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
17 h

Présences : C. Poirier (présidence), D. Brackley, G. Brennan, R. Brockington, C. Creran, S. Gagnon, L. Haméon, A. Kurikshuk-Nemec, J. Marshall, S. Menard, S. Mullen, A. Picotte, G. Phillips, L. Whitmore, A. Wong, M. Zinck, R. Zwicker C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

Absence justifiée : J.-L. Bourdages.

1. Points aux fins d'approbation

1 a) Adoption de l'ordre du jour

Les points suivants sont ajoutés à l'ordre du jour :

- 1 e) Comité des candidatures et des résolutions
- 1 f) Postes vacants au CEN
- 2 g) Rapport du Comité des locaux
- 3 c) Motions de J. Marshall
- 3 d) Application inégale de la DRE

Résolution : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par R. Brockington d'adopter l'ordre du jour, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité**

1 b) Compte rendu du huis clos du 21 mars 2012

1 c) Compte rendu du 21 mars 2012

Résolution : Il est proposé par L. Whitmore et appuyé par S. Mullen d'adopter le compte rendu.

Pour = 14, contre = 0, abstentions = 3. **Résolution adoptée.**

1 d) Nomination de nouveaux délégués

Résolution : Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par D. Brackley d'approuver la nomination comme délégués de D. Karp de Finances Canada et de S. Morton du MAECI. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 e) Comité des candidatures et des résolutions

Résolution : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par C. Creran d'approuver la

nomination des anciens membres et des nouveaux volontaires. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 f) Postes vacants au CEN

Points saillants de la discussion :

- Élections annuelles – non, nous avons déjà écarté cette idée
- Besoin de pouvoir nommer des membres quand le quorum est en péril
- Nous devons avoir un processus d'entrevues – si nous maintenons le statu quo
- Nomination par intérim jusqu'à la prochaine élection
- Tenir des élections partielles
- Maintenir le statu quo

Résolution : Il est proposé par S. Mullen et appuyé par D. Brackley que le Comité des candidatures et des résolutions élabore une procédure pour des élections partielles précisant les critères.

R. Brockington demande le vote par appel nominal :

G. Brennan = non, M. Zinck = oui, S. Mullen = oui, A. Picotte = non, D. Brackley = oui,
R. Brockington = oui, A. Wong = non, C. Creran = non, S. Gagnon = oui,
R. Zwicker = non, S. Menard = oui, J. Marshall = oui, A. Kurikshuk-Nemec = oui,
G. Phillips = non, L. Whitmore = oui, L. Haméon = non, C. Poirier = oui.

Pour = 10, non = 7, abstention = 0. **Résolution adoptée.**

2. Rapports

2 a) Rapport du président

Le Comité mixte sur le réaménagement des effectifs s'est réuni le lendemain de la dernière réunion du CEN. Nous avons discuté avec le Conseil du Trésor et les autres représentants de la direction de l'application de la Directive sur le réaménagement des effectifs et de ses appendices aux conventions collectives de l'Alliance. Vers la fin de la réunion, Marc-Arthur Hippolite a durement critiqué les actions politiques des syndicats. John Gordon et moi étions les deux seuls représentants syndicaux élus présents. Il va sans dire que nous avons été très surpris de cette ingérence dans les affaires syndicales. Le lendemain de la réunion, j'ai communiqué avec la patronne de M. Hippolite, l'agente en chef des ressources humaines Daphne Meredith, pour protester contre ses actes et lui dire clairement que nous les considérons comme déplacés et inacceptables.

Comme j'étais en voyage à l'étranger lorsque le budget fédéral a finalement été déposé à la fin de mars, je n'ai pu assister aux activités médiatiques mixtes de la campagne

des Professionnels au service des Canadiens et je tiens à remercier Ray Zwicker pour l'excellent travail qu'il a fait sur ce front.

Pendant mon absence, cependant, j'ai suivi de près ce qui se passait dans la fonction publique et à l'ACEP. Le bureau pouvait toujours me joindre en cas d'urgence et il l'a effectivement fait à une seule occasion.

Le Comité des locaux de l'ACEP s'est réuni et soumettra une recommandation au CEN. Mais d'abord, la firme de consultants fera une présentation sur les principales options considérées par le comité.

Huis clos – Comité consultatif sur la pension de la fonction publique

Des assemblées générales auront lieu en rafale dans les prochaines semaines. Pour les régions, c'est l'occasion pour les membres de se rassembler et d'apprendre à connaître leurs représentants et leurs agents des relations de travail. Cette année, nous ajouterons un nouvel élément : Pierre Lebel communiquera avec les médias régionaux pour tenter d'organiser des entrevues et générer une couverture médiatique.

Le processus budgétaire de l'ACEP commencera bientôt et nous pouvons déjà prévoir une augmentation de nos besoins. Les cotisations feront encore l'objet de discussion, mais cette fois sans les surplus qui nous ont permis jusqu'ici de reporter toute hausse des cotisations.

19 h à 20 h – Présentation par Colliers International

Résumé de la présentation des agents immobiliers

Les représentants des ventes de Colliers International font une présentation au CEN sur les deux options qui restent pour l'emplacement des bureaux.

Les options d'achat disponibles ont été prises en considération, même si aucune ne correspondant aux limites établies dans le rapport d'intérêt des membres du 6 juin 2011 intitulé « Évaluation des besoins en locaux à bureaux ». Toutes les options de location disponibles dans toutes les catégories d'immeubles dans centre-ville pouvant offrir 15 607 pieds carrés sur un étage ont été prises en considération suivant l'évaluation des besoins.

Le 100 Queen constitue l'option la plus attrayante d'un point de vue financier et non financier.

Les représentants des ventes de Colliers International recommandent que l'ACEP s'engage à renouveler le bail au 100 de la rue Queen avant juin 2012.

Suit un forum ouvert de questions et réponses.

2 b) Rapport du directeur général des politiques

Négociations collectives

- EC :
 - L'ACEP et le Secrétariat du Conseil du Trésor ont présenté à la CRTFP une demande conjointe de médiation. Un médiateur a été nommé, Tom Clairmont, et les parties se rencontreront les 9, 10 et 11 mai pour tenter de résoudre l'impasse survenue à la table de négociation.
 - Le Comité de négociation EC s'est réuni le 17 avril pour examiner sa position sur les questions soumises à la médiation. Le comité au complet participera au processus de médiation.
 - J'ai communiqué avec le négociateur du SCT pour lui dire qu'il faudra quelque chose de valeur pour que nous acceptions la proposition de l'employeur sur l'indemnité de départ.
- TR :
 - Après beaucoup d'efforts, notre représentante au conseil d'arbitrage, Suzanne Dumas, a réussi à arrêter des dates pour les audiences de l'arbitrage. L'arbitrage sur l'impasse à la table TR aura lieu les 18, 19 et 20 juillet. Nous serons alors représentés par un conseiller juridique. Le bureau national travaillera avec le conseiller juridique au mémoire qui sera présenté au conseil. Le mémoire doit être terminé et envoyé à la CRTFP et à l'employeur au plus tard 14 jours avant les audiences, soit au plus tard le 4 juillet.
 - Actuellement, nous n'envisageons pas la possibilité de la médiation.
- BdP :
 - Devant l'impasse à la table BdP, l'ACEP a demandé l'arbitrage à la CRTFP. En vertu de la LRTP, c'est la CRTFP qui choisit l'arbitre et, si c'est jugé nécessaire et souhaitable, les autres membres pour établir un conseil formé de trois personnes.
 - Nous attendons l'information de la commission sur le choix de l'arbitre et les dates des audiences.

Réaménagement des effectifs

- Rencontres : depuis la dernière réunion du CEN, j'ai rencontré des membres à cinq occasions différentes pour expliquer la DRE. La rencontre la plus importante a eu lieu à STC où 250 membres étaient présents, et la plus petite à CIC où 12 membres étaient présents (seulement deux membres sont touchés par la RE, deux optants). Une date provisoire a été reportée par trois fois à Santé Canada. Les dates à trois autres ministères ont été reportées pour des motifs de coordination avec l'information venant des ministères.

- Lionel Saurette a assisté aux rencontres avec moi et assumera la responsabilité de présenter la DRE aux membres aux rencontres futures.
- J'estime avoir eu l'occasion de rencontrer en personne environ 1500 membres, et 120 autres par téléconférence. Comme je l'ai expliqué à chaque rencontre, l'information sur le réaménagement des effectifs est une priorité pour l'ACEP. Nous remercions les membres qui ont assisté aux rencontres. Sans leur présence, la stratégie globale d'information de l'ACEP n'aurait pas connu tant de succès.
- Tableau RE : vous avez une version à jour du tableau de suivi du RE de l'ACEP. À noter que les renseignements fournis par ministères ne sont pas uniformisés. En conséquence, les catégories dans le tableau doivent être traitées comme mutuellement exclusives. Le total des avis d'excédentaires est distinct du total des GOER et des optants. C'est parce que dans certains cas où ils sont inscrits comme excédentaires nous n'avons pas été informés de leur nature (GOER ou optants).
- À la date du fichier, le 13 avril, 850 membres de l'ACEP avaient reçu des lettres de tous les types. 731 lettres étaient pour un statut d'employé touché. À ce jour, les organisations où nos membres sont le plus touchés sont Santé, ASPC et ACDI. Les ministères où nous avons été informés qu'il n'y aurait pas de RE pour la communauté EC comprennent jusqu'à maintenant CISR, MAC et Finances.
- Les ministères où un grand nombre de lettres ont été remises à des employés touchés sont des ministères où la sélection aux fins de maintien en poste et de mise en disponibilité s'appliquera à presque tout le monde, par exemple Santé Canada.
- Le processus (sélection aux fins de maintien en poste et de mise en disponibilité) permet à l'employeur de prendre une mesure de retour au travail quand le type de congé non payé est discrétionnaire.
- Cependant, lorsque le type de congé n'est pas discrétionnaire (par ex., maternité, parental, invalidité), l'ACEP est d'avis que l'employé ne peut pas et ne doit pas être rappelé au travail : un retour au travail compromettrait le droit de l'employé aux prestations d'AE et d'AD.
- Un employé n'est pas obligé de participer à un processus de sélection aux fins de maintien en poste et de mise en disponibilité.
- Cependant, ne pas participer n'est pas dans l'intérêt de l'employé : parce qu'il sera quand même inclus dans le processus, mais sans tous les renseignements qui pourraient appuyer la meilleure évaluation possible.
- À la fin du processus, l'employé peut contester son évaluation comme étant un abus de pouvoir (arbitraire, discriminatoire ou de mauvaise foi) en déposant une plainte au tribunal de la dotation.
- Interlocuteurs : les trois communiqués de presse publiés avant le dépôt du budget ont soulevé énormément d'intérêt envers l'Association.
- Les communiqués de presse ont fait de l'Association une source légitime d'information fiable.

- Nous avons été cités à la Chambre des communes par l'Opposition officielle et nous avons été l'objet d'une insulte de la part du ministre des Finances, qui a par la suite présenté des chiffres qui se sont avérés inexacts.
- Notre communiqué de presse émis après le budget a été repris par les médias à travers le pays. Il a fait l'objet d'un article de la Presse canadienne qui a été publié dans des journaux locaux à Victoria, Calgary, Edmonton, Regina et d'autres collectivités. Il a été cité par Le Droit et le Citizen. Il s'est retrouvé dans les versions électroniques de diverses organisations médiatiques dont Global News et CTV.
- Puis, la semaine suivante divers journalistes ont demandé à l'ACEP des renseignements sur les suppressions de postes subies par ses membres.
- Nous nous sommes encore retrouvés partout, notamment sur la page web de la Légion royale canadienne à Kitchener; le Huffington Post; les nouvelles MSN; le site web *Star 96*, votre site web pour votre musique country. Il a aussi paru dans Le Devoir, la Gazette de Montréal, etc. Tout ceci illustre que nous avons bien fait sentir notre présence et fait connaître notre point de vue.
- CCNRE : depuis la dernière réunion du CEN, il y a eu deux réunions plus une réunion d'un groupe de travail axé sur l'échange de postes.

Le projet d'analyse économique

- Nous avons ajouté aux résultats du modèle initial les chiffres du budget 2012.
- Nous avons réduit la contribution sectorielle du gouvernement fédéral à l'économie de 5,2 G\$, et réduit le nombre d'emplois à la fonction publique fédérale de 19 200.
- Notre intention n'était pas de contester la véracité des chiffres en avançant d'autres chiffres. L'Alliance, par exemple, a commandé une étude qui conteste les chiffres réels. Notre intention était de mesurer l'effet sur les emplois canadiens des coupures que le gouvernement conservateur a lui-même annoncées.
- Comme je l'ai déjà mentionné, l'analyse a été largement couverte par la presse.

2 c) Rapport du directeur général des opérations

Affaires internes

La période d'emploi de Jake Baizana, agent des relations de travail (durée déterminée), a été prolongée jusqu'au 15 juin.

Réaménagement des effectifs (RE)

En janvier 2012, pour satisfaire la charge de travail accrue prévue par le RE dans les différents ministères et agence, nous avons créé un poste temporaire d'agent(e) des relations de travail / RE pour une période de 12 mois, poste occupé par Lionel Saurette.

Compte tenu de la charge de travail additionnelle créée par les récentes annonces suite au budget du 29 mars, Isabelle Germain a été assignée temporairement à des fonctions reliées au RE, et ce depuis le 12 avril. De plus, la charge de travail de tous les agents de relations de travail a augmenté compte de leurs responsabilités portant sur le RE, dont la consultation patronale-syndicale.

Entre le 25 janvier 2012 et le 19 avril, nous avons reçu 597 demandes de renseignement par le courriel (dont 307 depuis le 1^{er} avril) et 232 par le téléphone (dont 152 depuis le 1^{er} avril) et nous avons ouvert 113 dossiers de représentation quant au RE. De plus, Lionel et Isabelle participent maintenant aux réunions d'information sur le RE offertes aux membres.

Nous nous attendons à recevoir des avis officiels de RE de plusieurs autres ministères et agences dont ceux pour nos membres œuvrant à Statistique Canada et à RHDCC. Étant donné que nous anticipons qu'un nombre important de membres vont communiquer avec nous dans les prochains mois, je recommande que la création d'un deuxième poste temporaire d'agent(e) des relations de travail / RE pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} juin 2012. Le poste serait pourvu pour une période initiale de six mois et le besoin serait réévalué par la suite.

Résolution : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par S. Mullen de créer un deuxième poste temporaire d'ART au RE et de réévaluer la situation après six mois. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Projet de Loi C-377

Le projet de loi C-377, une loi pour modifier la Loi de l'impôt sur le revenu (organisations ouvrières), a été présenté comme un projet de loi d'initiative parlementaire le 5 décembre 2011 à la Chambre des communes. Ce projet de loi stipule que la Loi de l'impôt sur le revenu doit être modifiée de sorte que toutes les organisations syndicales soient tenues de présenter annuellement des déclarations financières détaillées sur les salaires, les revenus et les dépenses. Ces renseignements seraient publiés sur le site Web de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et accessibles au grand public. Ce projet de loi, s'il est adopté, aura un impact négatif important sur le mouvement syndical canadien. Entre autres, il nous imposerait des frais additionnels de fonctionnement et des renseignements confidentiels de nature financière seraient rendus disponibles aux employeurs et à des partis politiques et gouvernement qui nous sont hostiles.

Le Congrès du travail du Canada a entrepris une campagne nationale afin de s'opposer à l'adoption du projet de loi et a sollicité la participation de l'ACEP. Dans le cadre de cette campagne, une lettre du président a été envoyée à 94 fournisseurs de biens et services de l'Association les informant du projet de loi et des impacts qu'ils pourraient avoir sur eux.

Causes devant les tribunaux

Boshra et ACEP (Cour d'appel fédérale)

Une demande d'ordonnance pour outrage contre M. Boshra a été déposée le 4 avril 2012.

Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)

Causes

C. Basic c. ACEP

Rien à signaler.

S. Boshra c. ACEP

Le processus des présentations et réponses écrites n'est pas terminé.

D.I. Tench c. Ouellette et ACEP

Au cours de la première journée d'audience, les parties ont conclu une entente. Le dossier sera bientôt fermé.

Rôle d'audiences

Il y a deux audiences prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP pour la période de mai à juillet 2012.

Ottawa	2 et 3 mai	Lebeau (discrimination – droits pers.)	StatCan
--------	------------	--	---------

Ottawa	11 au 15 juin	Dupuis (discrimination – droits pers.)	StatCan
--------	---------------	--	---------

Veillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour de l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp

2 d) Comité des finances

Les états financiers sont examinés. Il est noté que les états de février manquent.

A. Picotte mentionne qu'il a démissionné comme président et que R. Brockington prend la relève à la présidence. Le CEN remercie A. Picotte pour le travail qu'il a accompli comme président. A. Picotte signale qu'il continue de siéger au comité.

2 e) Comité des communications

R. Zwicker note qu'en raison de difficultés techniques le lancement de la plateforme pour les membres sera reporté au mois prochain.

Nous avons reçu certains des articles de promotion et en attendons d'autres.

2 f) Comité des candidatures et des résolutions

Ce point a été traité en 1 f).

2 g) Comité des locaux

C. Poirier fait de nouveau le point. Il informe le CEN que le Comité des locaux a examiné plusieurs options pour les locaux à bureaux. De nombreuses offres ont été étudiées et nous avons envisagé la possibilité d'avoir des bureaux sur des étages différents.

Un rapport officiel écrit sera déposé à la réunion de mai et le CEN sera appelé à prendre une décision définitive sur l'emplacement des bureaux de l'Association.

3) Suivis de la séance de planification stratégique

3 a) Ce qui constitue un « huis clos »

Point reporté.

3 b) Statistiques sur les cas

Il est demandé si un rapport semi-annuel ne pouvait être présenté sur les types et le nombre de cas.

Point reporté.

3 c) Motions de la section locale RHDCC

On demande que les motions soient traduites pour la prochaine réunion.

Suivi : C. Poirier enverra un accusé de réception à l'auteur ou aux auteurs.

Point reporté.

3 d) Application inégale de la DRE

Ce point a été traité en 2 b).

4) Questions de fond aux fins de discussion

4 a) Budget fédéral

5) Levée de la séance

Résolution : Il est proposé par R. Zwicker de lever la séance à 20 h 40.